

MARSEILLE

La fin de la cantine industrielle, ce n'est pas pour demain

3 min

Pierre Huguet, Michèle Rubirola et Aïcha Sif ont donné hier leurs "orientations pour le plan cantines de demain". Au menu, "plus de bio", "des cuisines de proximité"... Et une remunicipalisation complète qui devrait prendre "une dizaine d'années".

L'horloge tourne dans les cantines marseillaises. À un peu plus d'un an de la fin de la Délégation de service public (DSP) de la restauration scolaire, jusqu'alors confiée à la Sodexo, pour la confection de quelque 55 000 repas quotidiens, la majorité municipale a voulu hier présenter "**les orientations pour le plan cantines de demain**".

Comme un renouvellement de vœux, quatre ans après les engagements pris par le Printemps marseillais dans son programme. Au menu à l'aune des

municipales de 2020, le lancement d'une **"transition pour passer du modèle de restauration scolaire en partenariat avec la Sodexo à la remunicipalisation de la cantine"** ou encore des **"cuisines resectorisées"** avec **"un maximum de produits locaux et bios"** et **"l'installation de producteurs municipaux"**.

Des cuisines de proximité "dès 2028"

Certes, septembre 2025 ne sera pas le grand soir de la remunicipalisation complète des cantines scolaires. **"Mais on sort de la DSP et on va vers un marché public qui va nous permettre de remunicipaliser les services de la facturation et de la maintenance** (des cantines, NDLR) **qui avaient été donnés à l'actuel dé-légataire"**, précise l'adjoint (Génération.s) au maire de Marseille en charge des cantines scolaires, Pierre Huguet.

Autre annonce de l'élu, le lancement d'études **"d'ici à la fin de l'année"** pour la création de **"cuisines de proximité qui produiront entre 3 000 et 5 000 repas par jour"**, indique-t-il, sans donner le nombre d'unités de production qui sortiront de terre. La première d'entre elles verra le jour **"en 2028"**, assure-t-il. **"C'est une première étape de la reprise en main de la restauration scolaire de la Ville de Marseille pour aller à terme vers une remunicipalisation**

complète." Qui n'interviendra pas avant les dix prochaines années, temps nécessaire pour "**gérer la transition**".

En attendant, la majorité veut aussi progresser sur ses autres promesses de campagnes en la matière. "**La santé est dans l'assiette**", martèle ainsi Michèle Rubirola. Pour le futur marché public, la première adjointe (EELV) au maire, en charge de la santé, imagine déjà un cahier des charges permettant de "**donner beaucoup moins de produits transformés et davantage de produits bio**" aux écoliers.

Sanctuarisation de terres agricoles

La médecin sera d'ailleurs amenée à "**suivre de près**" la future commission "menus santé" qui viendra "**donner de l'épaisseur à la commission existante**", souligne Pierre Huguet. Autre annonce formulée hier qui résonne avec le programme du Printemps marseillais, l'installation d'agriculteurs en ville pour la production de repas en circuits courts. "**Nous avons sanctuarisé un certain nombre de terres agricoles, ce qui nous a permis de préserver 120 hectares sur les hauts de Sainte-Marthe**", souligne l'adjointe EELV chargée de l'agriculture urbaine, Aïcha Sif. "**On crée ainsi les conditions pour que les producteurs soient en mesure de répondre à des marchés, dont celui qui va être lancé par Pierre Huguet.**" Sortie de la DSP, cuisines resectorisées,

agriculture urbaine... Doucement, le projet du Printemps marseillais prend forme, après quatre ans d'exercice du pouvoir. Mais en l'absence de remunicipalisation complète de la restauration scolaire dès 2025, il est fort à parier que les thématiques s'inviteront de nouveaux dans les documents de campagne de la gauche en 2026. Quitte à faire bégayer le programme électoral du Printemps marseillais.

Antoine MARIGOT

120 hectares préservés par la mairie sur les hauts de Sainte-Marthe.